



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

25 AOÛT 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20250710-DEC-DAEN0827 EN DATE DU
PRENANT ACTE DU BÉNÉFICE DE L'ANTÉRIORITÉ SOUS LA RUBRIQUE 1510 ET DES
MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX STOCKAGES DE PRÉFORMES
POUR LA SOCIÉTÉ REFRESCO FRANCE À MARGES

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 513-1, R.181-46 et R.181-45

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme,

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant monsieur Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016313-0010 du 8 novembre 2016 délivré à la société REFRESCO FRANCE pour l'exploitation sise 2885 Route des Pangons sur la commune de MARGÈS (26260) d'une installation de production de boissons non alcoolisées ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°20240628-DEC-DAEN0619 du 8 août 2024 ;

VU le courrier préfectoral du 10/02/2025 prenant acte des modifications sur la rubrique 1185 ;

VU le dossier de porter à connaissance déposé le 02/05/2024, complété le 06/09/2024, le 15/05/2025, le 20/06/2025 et le 10/07/2025 pour le projet de création d'un bâtiment d'entreposage des préformes plastiques ;

VU l'avis de la DDT du 03/07/2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 11 juillet 2025;

VU le projet d'arrêté préfectoral présenté à l'exploitant par courrier du 11 juillet 2025 ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel du 25 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que la modification est notable mais non substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'encadrer par des prescriptions les nouveaux stockages de la zone dite préformes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

TITRE 1 - Titulaire de l'autorisation et classement

Article 1.1

La société REFRESCO France dont le siège social est situé à Margès est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Margès et Saint-Donat-sur-l'Herbasse, au Site de DELIFRUITs – 2885 Route des Pangons – 26260 Margès les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté n°2016313-0010 du 8 novembre 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Nomenclature Installations Classées			
Nature des activités	Volume	Rubrique	Régime
Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires	1 500 tonnes/jour	3642-2-a	A
→ Transformation de polymères Bouteilles en PET (plastique)	90 tonnes/jour	2661-1.a	A
Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Quantité de matières combustibles > 500 t Volume des entrepôts, sans le volume des zones de produits finis = 186 660 m ³	1510-2-b	E
Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	6 053 kW	2921-a	E
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale	1 500 000 l/jour	2220-2-a	E
→ Installation de combustion → Deux chaudières au Gaz Naturel	9,74 MW	2910-A-2	DC
Installation de combustion – Cogénération (Biogaz)	120 kW	2910-B	NC

Nomenclature Installations Classées			
Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009. → Emploi dans des équipements clos en exploitation. → a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente = 1 209 kg	1185-2-a	DC
Préparation et transformation de produits issus du lait	30 000 litres/jour en équivalent lait	2230-2	D
Ateliers de charge d'accumulateurs	Conditionnement 315,7 kW Salle de charge 105,3 kW	2925-1	D
Stockage de bois sec ou matériaux combustibles analogues	4 690 m³ (25 450 palettes)	1532-2-b	D
Installation de méthanisation de déchets non dangereux	367 010 tonnes par an	2781	NC ¹
Liquides comburants de catégorie 1, 2 ou 3	10 tonnes	4441-2	D
Gaz Inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 - Citerne de Gaz GPL	12,5 tonnes	4718-2-b	DC
Nomenclature Loi sur l'eau			
Rejets dans les eaux de surface	DCO = 136,8 kg/j NGL = 15,2 kg/j	2.2.3.0	A
Épandage d'effluents	367 010 m³	2.1.4.0	D
Modification de profil en long ou de profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau	Enrochement et stabilisation de berges sur 17,5 ml	3.1.2.0	D
Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ", ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet "	Enrochement et stabilisation de berges sur 17,5 ml	3.1.5.0	D

TITRE 2 - Modifications des prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 08/11/2016

Article 2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article 8.1.10. de l'arrêté d'autorisation du 08/11/2016 sont supprimées et remplacées comme suit :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;

¹ Note DGPR du 25 avril 2017 : « Les installations de méthanisation participant au traitement des effluents, lorsqu'elles sont implantées sur le site même de production des dits effluents et ne traitent que les effluents du site, ne sont pas soumises au classement sous la rubrique 2781. »

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) répartis sur l'ensemble du site ;
- de plusieurs points d'eau incendie, tels que :
 - a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
 - b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.
- un réseau de sprinklage correctement dimensionné.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont de 1 260 m³ sur 2 h, 630 m³/h en débit simultané.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie dans le trimestre qui suit la notification du présent arrêté. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. »

Article 2.2 Rétentions et confinement

Les dispositions de l'article 8.3.1.V de l'arrêté d'autorisation du 08/11/2016 sont supprimées et remplacées comme suit :

« V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé dans un bassin de sécurité étanche qui dispose en permanence d'un volume disponible de 2 700 m³.

Les matières canalisées sont collectées grâce à des systèmes de relevage secourus en cas de coupure d'énergie puis convergent vers le bassin de sécurité. L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. Une procédure spécifique est en place afin de palier à une défaillance des systèmes de relevage.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...). »

Article 2.3 Prescriptions pour les installations relevant de la rubrique 1510

Le titre 9 de l'arrêté d'autorisation du 08/11/2016 est complété par le chapitre 9.8 comme suit :

« Les installations d'entreposage de matières combustibles en entrepôts couverts dans les zones identifiées dans le dossier de porter à connaissance du 02/05/2024 complété susvisé respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 susvisé suivantes :

- l'annexe VII-1 Installations régulièrement mises en service au 1er janvier 2021 et nouvellement soumise à autorisation ou enregistrement ;
- l'annexe VIII.

L'extension du local de stockage de préformes plastiques dispose de parois Nord, Est et Sud REI 120. Ce local est protégé par un système d'extinction automatique.

Les stockages de préformes sont implantés de manière à ce que les effets thermiques irréversibles ne sortent pas des limites de site. »

Article 2.4 Prescriptions pour les installations relevant de la rubrique 1185

Les dispositions du chapitre 9.3 de l'arrêté d'autorisation du 08/11/2016 sont supprimées et remplacées comme suit :

« Les installations qui emploient des gaz à effets de serre fluorés visés par le règlement n°842/2006 ou des substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement CE n°1005/2009 respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 04/08/2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime déclaration au titre de la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des dispositions du présent arrêté préfectoral. »

Article 2.5 Prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales

Les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral n°20166313-0010 du 8 novembre 2016 modifiées par l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2024 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 4.3.11 Eaux pluviales

Un rejet dont le débit respecte 3 l/s est mis en place pour la zone de traitement anaérobie, aérobie.

Un rejet dont le débit respecte 3 l/s et muni d'un bassin d'orage d'un volume de 38 m³ est mis en place pour la zone d'extension du local préforme. »

TITRE 3 - Délais et voies de recours – Publicité – Exécution

3.1.1 Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

3.1.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de MARGES pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de MARGES fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

3.1.3 Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de MARGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **25 AOUT 2025**
Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

CYRIL MOREAU